

## Conjoncture agricole

**Le conflit entre la Russie et l'Ukraine va impacter les marchés agricoles mondiaux. Ces deux pays représentent une part importante dans les exportations mondiales de blé et de maïs (respectivement 30 % et 15 %). La Russie est également le premier fournisseur de pétrole brut et de gaz naturel de l'Union européenne. Les conséquences de cette guerre pourraient en affecter les exportations et l'approvisionnement. Les effets se font déjà ressentir avec la flambée du cours des céréales, des prix du gaz et des engrais. Les filières animales sont lourdement impactées, dans un contexte où les coûts de production étaient déjà en très forte hausse.**

**Cette note ne traite pas spécifiquement du conflit russo-ukrainien. Elle fait un point de conjoncture des filières agricoles ligériennes et nationales à fin février, moment où le conflit a éclaté. Les premières mesures d'amortissement de cette crise pour l'agriculture sont présentées en fin de note.**

En Pays de la Loire, la collecte de lait de vache accuse un repli depuis le début de l'année 2021. En viande bovine, le prix est soutenu par une offre limitée et la demande dynamique des exportations. En volaille, la filière régionale enregistre une progression de ses abattages, contrairement à la tendance nationale, mais l'inquiétude grandit face à la flambée de l'influenza aviaire dont les conséquences sont difficilement prédictibles au jour de clôture de cette note. La hausse des coûts de production pèse sur la filière des œufs mais la production est en hausse, portée par celle des œufs alternatifs. Le marché du porc a connu une baisse importante des prix en 2021 avec le recul des importations chinoises. La reprise des cours observée récemment sera-t-elle saisonnière ou plus durable ? La collecte régionale de lait de chèvre poursuit une progression plus dynamique qu'au niveau national. En production ovine, les abattages ralentissent face à un marché atone.

En grandes cultures, les marchés sont sous tension avec de fortes incertitudes liées au conflit russo-ukrainien. L'année 2021 a été favorable pour les filières horticole et pépinière. La récolte viticole est en repli, conséquence du gel du printemps 2021. La consommation de légumes est en berne. La production ligérienne de pommes de table se maintient.

### Intrants : des perspectives de hausse de prix accrue par suite du conflit russo-ukrainien

En moyenne sur une année glissante, les prix des biens et services de consommation courante ont enregistré une hausse de 11,8 % entre janvier 2021 et janvier 2022, consécutive à la forte progression du prix de l'énergie, et des engrais.

Le prix de l'énergie s'est envolé après octobre 2020 : sur les douze derniers mois, le prix du gazole non routier, qui représente la moitié du poste énergie, s'est accru de 44 % par rapport à l'année précédente.

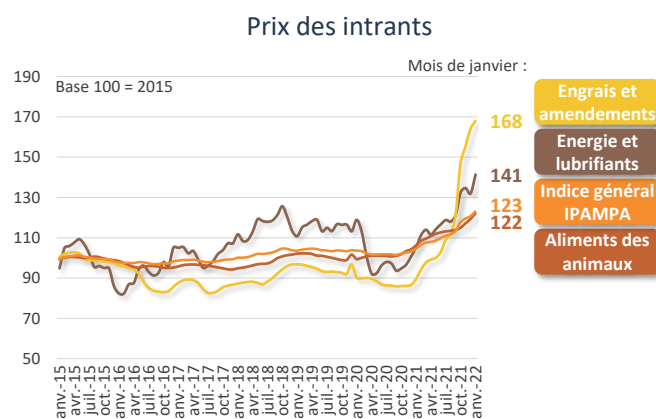
Le prix des engrais a progressé de 40 % sur la même période (dont +60 % pour les engrais azotés) par suite de la hausse du prix du gaz et des coûts du fret.

Le conflit russo-ukrainien va accentuer cette envolée des prix de l'énergie et des engrais, du fait de la progression des coûts de fabrication, mais aussi parce que l'Ukraine est un de nos principaux fournisseurs d'urée.

Le prix des aliments pour animaux, qui a augmenté jusqu'à présent de 12 % sur douze mois cumulés (tourteau de soja : +13 % ; céréales : +20 %) va également être impacté par ce conflit, qui va

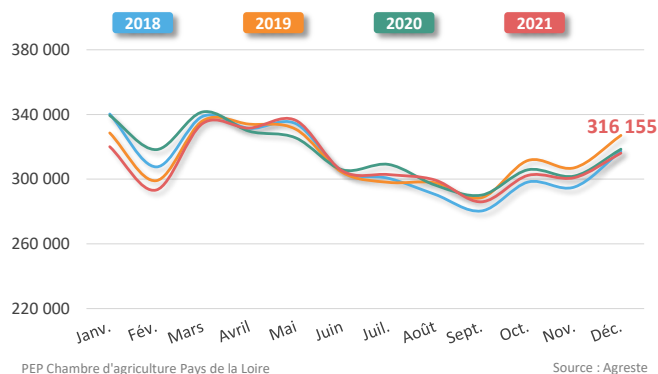
provoquer une flambée du prix des céréales et des oléagineux, largement exportés par la Russie et l'Ukraine.

Toutes ces fortes hausses à venir, interviennent dans un contexte déjà marqué par la progression des prix des matériaux qui a entraîné une hausse de près de 16 % sur un an du coût des investissements en bâtiments.



## Lait de vache : collecte régionale et nationale en retrait

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (milliers de litres)



En cumul depuis le début de l'année 2021, la collecte laitière régionale s'est réduite de 1,4 % comparativement à 2020 (-1,5 % en France) par suite du repli du cheptel et de la forte progression des coûts de production. Dans l'Union européenne, elle serait tout juste stable.

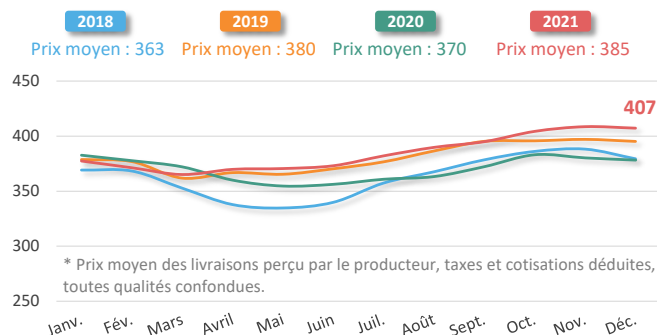
Alors que les volumes régionaux de lait conventionnel ont diminué de 2,5 % sur un an, la collecte biologique a progressé de 16 %, dans un contexte de repli de la demande qui a pesé sur les prix en fin d'année (baisse de 0,6 % du prix du lait biologique sur un an).

Sur le marché intérieur, les achats des ménages se sont repliés par rapport à 2020 (année marquée par le confinement), mais ils dépassent leur niveau de 2019, en crème, fromages, desserts et beurre. La consommation de lait liquide et de yaourts poursuit par contre sa tendance baissière.

Le solde de la balance commerciale française s'est quant à lui dégradé en valeur pour la plupart des

produits laitiers, sauf pour les poudres de lait entier et écrémé.

Evolution mensuelle du prix\* du lait en Pays de la Loire (€/1 000 L)



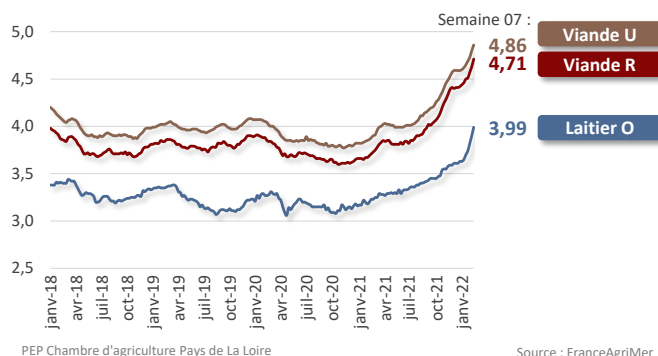
En Pays de la Loire, le prix moyen payé au producteur, toutes qualités confondues, et pour l'ensemble du lait (conventionnel et biologique), s'établit à 407 euros/1 000 litres en décembre (source FranceAgriMer). La moyenne cumulée sur l'année 2021, dépasse de 3,9 % son niveau de 2020.

Cette tendance haussière s'observe également dans l'Union européenne, et s'accroît sur le début d'année 2022, en particulier aux Pays-Bas, fortement exportateurs d'ingrédients laitiers, et en Allemagne.

En France, la progression du prix du lait a permis de compenser la hausse du prix des charges en fin d'année, mais la marge s'était fortement réduite au premier semestre, si bien qu'en moyenne sur 2021, elle reste inférieure aux niveaux de 2017, 2018, et 2019.

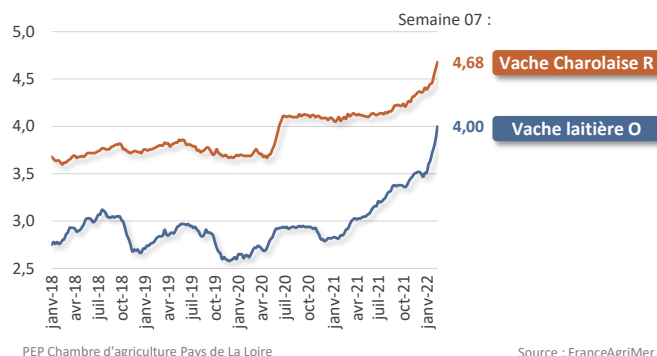
## Viande bovine : les prix sont soutenus par l'offre nationale et européenne limitée

Cotations régionales des jeunes bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



Les cotations des jeunes bovins continuent leur progression entamée en juillet, par suite des faibles disponibilités observées partout en Europe.

Cotations régionales des vaches Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



A 4,71 euros/kg en semaine 7, le cours du jeune bovin R dépasse de 27 % son niveau de 2021 à la même date.

Même constat pour les vaches, très demandées par les abatteurs, face à la pénurie de jeunes bovins et au renchérissement des importations. Le prix de la vache R atteint 4,68 euros/kg en semaine 7 (+14 % sur un an) et celui de la vache O : 4 euros/kg (+39 %).

Dans le même temps, le prix des charges a flambé : l'indice IPAMPA viande bovine dépasse en décembre 2021 de 15 % son niveau de l'année précédente. Cette inflation des charges gomme l'effet positif sur les revenus de l'augmentation des prix de vente (+16 % en moyenne pondérée tous bovins à la même date).

Sur l'ensemble de l'année 2021, la consommation totale (calculée par bilan) est restée stable par rapport à l'année précédente, mais n'a pas retrouvé son niveau de 2019 (-3 %).

Les exportations de viande finie ont été dynamiques : +9 % en 2021, en hausse vers la Belgique et les Pays-Bas. Les importations ont également progressé de 10 % sur un an, avec la reprise de l'activité en RHD, tout en restant inférieures de 8 % au niveau d'avant pandémie.

Sur le marché des broutards, après une période de stagnation des prix fin 2021, on observe une amélioration début 2022, avec un cours du charolais U de 350 kg qui s'établit à 2,90 euros/kg vif en semaine 6. Cette progression est toutefois loin de suivre l'évolution des cours des jeunes bovins et ne permet pas de compenser la forte hausse des coûts de production.

Le marché du veau de boucherie a bénéficié de la prudence des mises en place par les intégrateurs, ce qui a permis aux cotations de progresser nettement au cours du deuxième semestre, dans un contexte là aussi de flambée des coûts alimentaires. Le prix du veau rosé clair R s'est établi à 6,89 euros/kg de carcasse en semaine 7. En 2021, la progression des poids de carcasse a permis le maintien des volumes produits.

Les veaux nourrissons sont quant à eux de plus en plus nombreux à partir vers l'Espagne, car les débouchés en atelier d'engraissement français se sont fortement réduits. A 65 euros/tête en semaine 6 de 2022, le cours du veau mâle laitier de 45-50 kg dépasse légèrement son niveau de 2021.

## Volaille de chair : grippe aviaire, hausse des importations et du prix des aliments

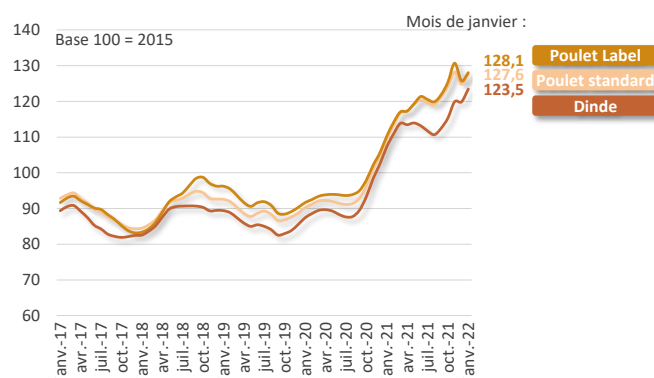
Avant d'évoquer la grave crise sanitaire que traverse la filière régionale actuellement, revenons rapidement sur le bilan de l'année 2021 au plan national et régional.

La production française de volaille de chair en 2021 totalise 1 640 700 tec (-1,8 % par rapport à 2020). Les abattages du deuxième semestre n'ont pas réussi à compenser les faibles abattages du premier semestre, consécutifs à la crise de la Covid-19. Contrairement à la tendance nationale, les abattages régionaux de volaille de chair cumulés jusqu'à novembre augmentent à 435 104 tec (+3 %), portés par le poulet (+3 %) et le canard (+9 %). A l'inverse, les abattages de pintade diminuent de 8 %. Ceux des dindes sont stables.

Bien que la production soit en baisse, la consommation française de viande de volaille augmente de 1,3 % sur un an. La reprise de la RHD s'est accompagnée d'une hausse des importations (+12,3 % sur onze mois), notamment de poulet (+16,9 %), dinde (+5,7 %) et canard (+24,3 %). Sur onze mois, les exportations françaises sont en-deçà de la moyenne quinquennale. Pour autant, elles se redressent (+11,5 %) en s'orientant vers l'Union européenne et sont portées par la viande de poulet (+14,6 %).

Après un relâchement au mois d'août 2021, le coût des aliments a poursuivi sa hausse du fait de l'envolée des prix des céréales. Depuis près d'un an et demi, le coût des aliments des volailles a progressé de 40 %.

Coût des matières premières de l'aliment volaille



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : ITAVI

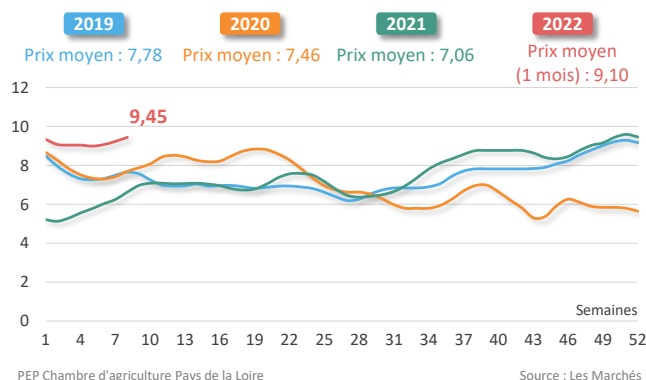
Mais la principale préoccupation du moment concerne la grippe aviaire H5N1 qui a engendré depuis le début de la crise, l'abattage de plus de 3 millions de volailles. En Pays de la Loire, la Vendée est le département le plus touché : 74 foyers recensés par le Ministère de l'Agriculture à la date du 6 mars (161 cas dimanche soir selon des sources professionnelles). Dans cette zone d'élevage très dense, les abattages massifs auront un impact économique majeur pour les éleveurs. Ils vont fortement peser sur la production de canards de chair et à engraisser, et au-delà, sur les filières avicoles nationales en raison de la présence de nombreux élevages d'animaux reproducteurs et de nombreux couvoirs. Cette situation pourrait ainsi générer de fortes perturbations pour toutes les filières en France à court et moyen termes (en cas d'abattage de reproducteurs parentaux voire de grands parentaux).

## Œufs de consommation : la hausse du coût des aliments se poursuit

La production nationale d'œufs de consommation en 2021 est estimée à 15,7 milliards d'unités (+3,7 % sur un an), et supérieure à la moyenne quinquennale. La France conserve ainsi sa place de premier producteur de l'Union européenne. Cette hausse de la production est portée par celle des œufs alternatifs (biologique, plein air et sol) en progression de 13,6 %. Tandis que la production d'œufs issus de poules en cage diminue de 4,9 % sur un an. De plus, le solde commercial s'améliore grâce à un recul des importations et à une augmentation des exportations.

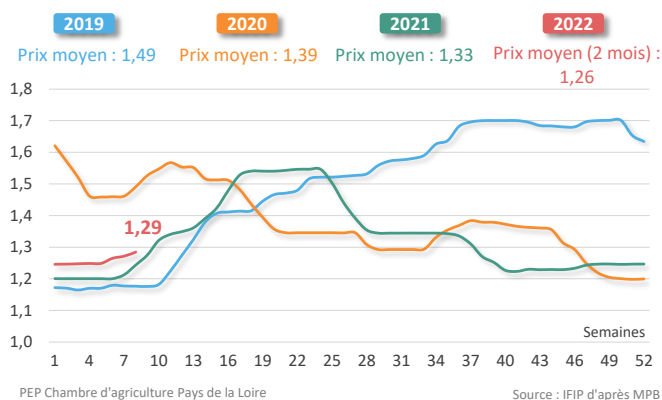
La cotation des œufs de consommation a dépassé les 9 euros/100 œufs fin novembre 2021, mais cette hausse du prix est contrebalancée par la flambée du coût des aliments des poules pondeuses. L'amont de la filière est en attente de négociations commerciales pour la prise en compte de la hausse des coûts de production.

Cotations des œufs de consommation TNO  
Moyenne des calibres G et M (€/100)



## Viande porcine : une reprise des cours ?

Cotations du porc cadran breton (€/kg)



L'année 2021 a vu la cotation du porc dégringoler et se stabiliser à 1,25 euros/kg en fin d'année. Plusieurs éléments d'explication peuvent être avancés. Tout d'abord, le retrait de la Chine aux achats à partir du deuxième semestre 2021 a lourdement impacté le commerce international. Une partie des exportations de l'Union européenne ont trouvé preneur vers d'autres pays d'Asie ou vers des marchés moins rémunérateurs d'Afrique, mais se sont aussi retrouvées sur le marché intérieur de l'Union européenne. Egalement, la présence de la Fièvre Porcine Africaine (FPA) en Allemagne depuis septembre 2020, affectant ses exportations hors Union européenne, a réorienté les porcs allemands sur le marché de l'Union européenne à prix très compétitif. De plus, une demande intérieure peu dynamique, toujours perturbée par l'épidémie de Covid-19, a accentué cette tension sur le prix du porc.

En parallèle, les coûts de production en élevage ont fortement progressé. L'envolée des prix des céréales,

particulièrement le blé et le maïs, ainsi que des matières azotées et des acides aminés ont provoqué une hausse quasi ininterrompue du prix de l'aliment qui a atteint 300 euros/tonnes en décembre 2021. La hausse perdue en ce début d'année. Un prix du porc qui chute et une flambée du prix de l'aliment occasionnent un effet ciseau des prix très défavorable à la production.

Une légère tendance haussière des prix du porc est observée depuis quelques semaines dans l'Union européenne. Le prix a d'abord rebondi en Espagne. Dans la perspective de baisse de l'offre dans le pays (problèmes sanitaires sur les porcelets) et de baisse de l'offre européenne (recul du cheptel européen de 3 % en 2021, baisse très marquée en Allemagne et en Pologne) les abattoirs espagnols ont une forte activité, anticipant le manque de porcs. Cette forte activité est permise par leur capacité de stockage frigorifique importante. Tous les autres grands bassins de production ont suivi cette hausse des cours. L'offre plus réduite dans l'Union européenne, l'amélioration de la situation sanitaire liée à la crise de la Covid-19 ainsi que l'approche du printemps, propice à une relance de la consommation, sont autant d'éléments favorables à la remontée des cours.

Hausse saisonnière ou remontée plus durable des cours ? Le recul du cheptel dans de nombreux pays européens, allégeant le marché, pourrait se heurter à la production espagnole qui poursuit sa progression. En outre, il est difficile de prévoir si la Chine va reprendre ses importations et quand. Egalement, la FPA est arrivée récemment en Italie avec la crainte qu'elle se propage à d'autres pays européens.

A cela s'ajoute le conflit entre la Russie et l'Ukraine qui va accentuer les tensions sur les marchés des

végétaux et de l'énergie et donc les coûts de production en élevage. Pour le marché du porc, les impacts apparaissent plus limités. Depuis 2014 et l'embargo russe, l'Union européenne n'exporte plus

vers la Russie. Et les échanges sont assez restreints avec l'Ukraine, seule la Pologne exporte significativement vers ce pays.

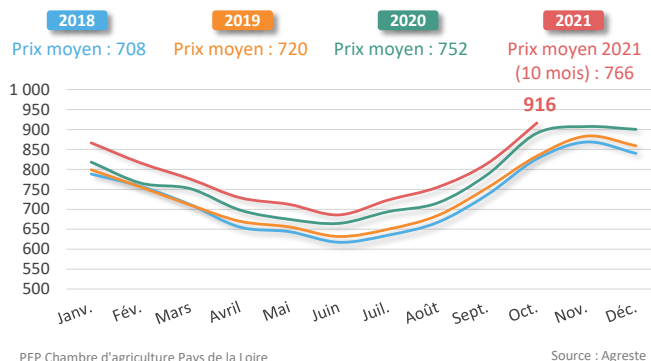
## Lait de chèvre : une collecte dynamique en Pays de la Loire

La collecte ligérienne en lait de chèvre a poursuivi sa progression en 2021 (+1,9 %/2020) pour atteindre 104 millions de litres. En France, la hausse s'est avérée moins marquée (+0,7 %/2020). Des installations plus nombreuses ces dernières années et des agrandissements de troupeau ont favorisé l'accroissement du cheptel caprin en Pays de la Loire. Ainsi, compte tenu de l'augmentation du cheptel et d'une production par chèvre plus élevée grâce à des stocks fourragers importants et de bonne qualité (notamment les ensilages de maïs), la collecte ligérienne a enregistré une belle hausse en 2021.

Pour la troisième année consécutive, les importations sont en repli en 2021 (-26 %/2020). Elles ne représentent désormais que 8 % de l'approvisionnement des laiteries, qui jouent de plus en plus la carte de l'origine française. La part des importations s'est fortement réduite ces dernières années, elle dépassait les 20 % en 2017. Au final, l'approvisionnement des industriels laitiers est en baisse de 2 %/2020. Avec un approvisionnement réduit des laiteries et des stocks bas, les fabrications industrielles ont baissé. En fromages de chèvre, elles ont ainsi diminué de 2 % comparé à 2020. En lait de consommation c'est une forte réduction (-4 %) qui est enregistrée, la concurrence est forte avec les jus végétaux. Seuls les produits ultra frais tirent leur épingle du jeu avec une progression de 3 % en 2021. Une moindre attractivité des produits biologiques s'est faite ressentir en 2021 et n'a pas épargné les

produits caprins. Par contre, les exportations sont reparties à la hausse en 2021 (+5,5 %).

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)

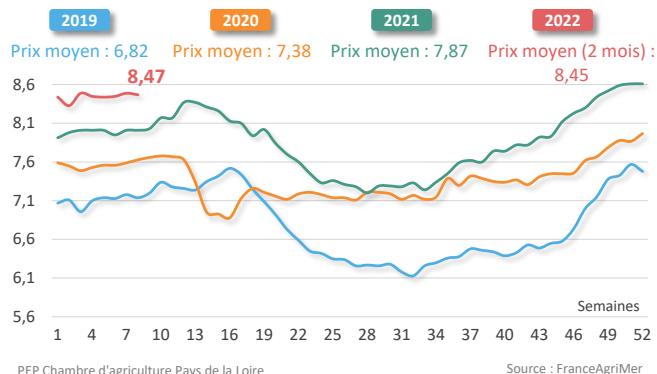


Le prix du lait de chèvre a continué sa progression en 2021. Toutefois, les charges en élevage s'envolent depuis le deuxième semestre 2020, sous l'effet de la hausse du prix de l'aliment acheté et de l'énergie.

En chevreaux, les stocks sont de faible niveau au plan national. Les prix s'annoncent meilleurs pour la période de Pâques comparé aux deux années précédentes. Les engraisseurs sont eux aussi affectés par la forte hausse de leur coût de production.

## Viande ovine : cours de l'agneau soutenu face à une demande ralentie

Cotation régionale agneaux 3 (couvert), 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir - Zone Nord (€/kg)



Le niveau de prix de l'agneau français a atteint un niveau maximum en décembre 2021 (8,61 euros/kg en classe U, +8 %/2020), soutenu par le repli à la

fois de la production nationale et des importations. En ce début d'année 2022, il demeure encore bien supérieur aux années précédentes (8,47 euros/kg en classe U en semaine 8).

La production d'ovins abattus recule de 1 % en décembre dernier par rapport à 2020. Sur l'ensemble de l'année 2021, les volumes d'abattages ont finalement progressé (+2 %) grâce aux importations dynamiques d'ovins vifs. Sur les cinq premières semaines de 2022, face à des achats mornes, les abattages sont estimés en recul en comparaison à l'année précédente.

Les importations françaises de viande ovine ont également chuté en décembre dernier (-6 %/2020). Cette régression traduit la baisse sensible de l'origine espagnole (-37 %) et du Royaume-Uni en moindre mesure (-8 %). Sur l'année 2021, les importations de viande ovine ont reculé de 4 % par rapport à l'année



2020 malgré une progression de l'origine espagnole (+26 %).

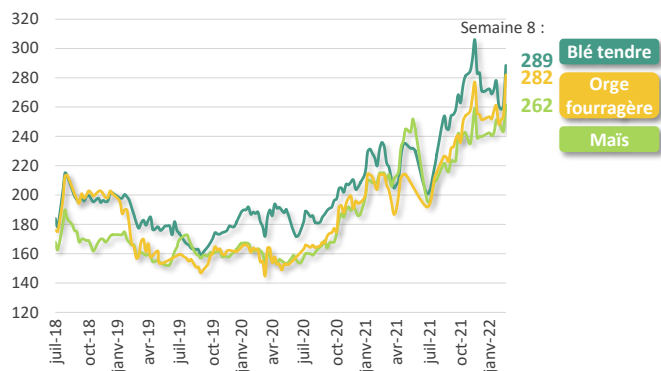
Ce manque d'importations explique la chute du disponible français qui s'avère être préoccupante. La consommation française calculée par bilan est par ailleurs baissière en 2021 (-2 %). L'IPAMPA ovins viande poursuit sa progression avec un niveau record en décembre (+14 %/2020) reflétant l'augmentation des coûts de production.

Les perspectives mondiales semblent meilleures pour 2022 avec une reprise des abattages et des exportations chez les principaux producteurs mondiaux. Cependant, l'impact du conflit russo-ukrainien sur les éleveurs ovins et notamment sur les coûts de production, reste encore à évaluer au cours des prochaines semaines.

## Grandes cultures : des incertitudes liées au conflit en Ukraine

### Céréales : les marchés toujours sous tension

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Après le pic de fin novembre où le blé tendre a dépassé 300 euros/tonne, les cotations des céréales ont baissé mais restent élevées. Ce pic est essentiellement dû aux prévisions USDA d'une demande mondiale de céréales en hausse.

Deux éléments sont à l'origine du revirement des cours à partir de décembre. Premièrement, le renfort de l'offre de céréales. Même si la qualité n'a pas été au rendez-vous, la récolte historique de l'Australie et les bons rendements en Argentine ont permis d'élargir l'offre de blé et d'orge. Deuxièmement, les craintes d'un affaiblissement de l'économie mondiale à cause du variant omicron ont fait chuter les prix des céréales.

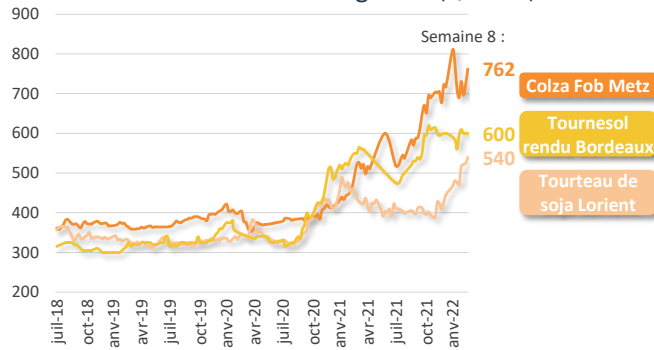
Pour autant les cotations se maintiennent à des niveaux élevés pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la forte demande mondiale soutient les cours, et notamment le maïs de par ses utilisations dans la filière éthanol et pour l'alimentation animal. Ensuite, c'est du côté de l'offre qu'il faut chercher les explications. Les incertitudes climatiques sur les semis de maïs en Amérique du Sud engendrent de la volatilité. La taxe russe à l'export a un effet haussier sur le prix du blé tendre. Enfin, les tensions russo-ukrainiennes qui ont dérapé en conflit soutiennent depuis février la hausse des cours du marché des céréales. Le conflit opposant l'Ukraine et la Russie exacerbe les incertitudes sur les disponibilités du marché céréalier. En effet, ces deux pays représentent plus de 30 % des exportations mondiales de blé tendre. Par ailleurs, l'Ukraine

représente près de 15 % des exportations mondiales de maïs.

Concernant les semis d'hiver en France pour 2022, les estimations de surface en blé tendre diminuent à 4,75 millions d'hectares (4,3 %), au profit du colza et de l'orge (+4,6 % en France et plus de 10 % en Pays de la Loire).

### Oléagineux : record de la cotation du colza en janvier.

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Soutenu par le complexe oléagineux, le colza a dépassé les 800 euros/tonnes début janvier avant de s'infléchir. Les bonnes récoltes australienne et indienne, la clôture de l'échéance en février et le prix très élevé de l'huile colza par rapport aux autres huiles ont détendu le marché. Concernant le soja, la bonne récolte des USA et l'essoufflement de la demande chinoise ont apaisé les tensions fin 2021.

Néanmoins, l'augmentation du prix du pétrole depuis fin janvier, les importants achats d'huiles de l'Inde, les prévisions en baisse sur les rendements de soja américain et argentin, ainsi que le contexte géopolitique en Ukraine ont rehaussé les cours du complexe oléagineux. L'Ukraine et la Russie représentent les trois quarts des exportations mondiales d'huile de tournesol.

Les estimations des surfaces de semis de colza en France pour 2022 augmentent de 18 % en France et de plus de 20 % en Pays de la Loire, mais restent en-deçà de la moyenne quinquennale.

## Viticulture : recul de la production en 2021

La récolte 2021 est l'une des plus petites de l'histoire du Muscadet avec 141 000 hectolitres, conséquence du gel très impactant du printemps 2021. Les surfaces sont également en recul avec 6 788 hectares, soit 73 hectares de moins qu'en 2020 et une baisse encore plus importante par rapport à 2019 de 710 hectares. En Anjou, la récolte est globalement en baisse, quelques vins ayant cependant maintenus leurs volumes.

Les sorties de chais en Muscadet, toutes appellations confondues, progressent de près de 50 % (80 670 hectolitres) sur les quatre premiers mois de la campagne (août à novembre 2021) par rapport à 2020. Depuis le début de la campagne, les ventes au négoce ont progressé et représentent 44 % des sorties toutes appellations confondues. Pour les AOC d'Anjou-Saumur, les sorties de chais sont disparates.

Le Cabernet d'Anjou recule un peu, sans que ce soit significatif au regard du volume global. A l'inverse le Rosé d'Anjou est en nette hausse. En bulles, Crémant de Loire et Saumur fines bulles sont en retrait. En rouge, l'Anjou rouge est stable, le Saumur Champigny progresse, comme le Saumur rouge. Enfin en blanc, les secs comme les liquoreux sont en hausse.

S'agissant des ventes en grande distribution en 2021, le Muscadet est resté stable. Les ventes de rosés sont en berne, sans doute en raison de l'été 2021 pluvieux. Le Saumur Champigny connaît par contre une hausse.

Les ventes des vins de Loire ont globalement été dynamiques sur les marchés exports. La relance du marché américain a notamment bénéficié au Crémant de Loire et au Muscadet.

## Horticulture et pépinière : une très bonne année 2021

Le printemps et l'automne 2021 se sont avérés excellents en pépinière. Le marché a été soutenu tant auprès des particuliers que pour le marché du paysage et des collectivités locales. Cette bonne activité a toutefois lourdement entamé les stocks, créant des pénuries sur de nombreuses lignes de produits. Or la reconstitution des stocks est lente avec des cycles de production de deux, quatre ans voire dix ans. L'inquiétude est de mise pour le printemps prochain, les pépiniéristes auront du mal à fournir la demande.

L'année 2021 a aussi été très bonne en horticulture. Les ventes du printemps se sont bien passées, à la fois pour les plantes ornementales et les plants potagers. L'automne s'est bien déroulé, bien que cette saison soit moins dynamique en horticulture.

Le retour au jardinage, qui s'est accentué avec l'épidémie de Covid-19, semble s'ancrer dans les habitudes des Français. Ils aspirent à du végétal dans leur cadre de vie. Les professionnels de l'horticulture et de la pépinière s'inquiètent toutefois d'un pouvoir d'achat en berne qui pourrait freiner les achats en végétal en 2022.

Autres préoccupations fortes : la problématique d'attractivité du métier, de recrutement et de fidélisation des salariés. Egalement, comme pour l'ensemble des filières agricoles, la filière horticole doit faire face à des hausses de prix des intrants, un manque d'approvisionnement sur l'inerte (poterie, conteneurs, tuteurs,...) mais aussi sur les jeunes plants ce qui complique les mises en production.

## Légumes : consommation morose

Selon FranceAgriMer, à l'instar de la fin de l'année 2021 et du mois de janvier, l'activité sur le marché des légumes a été globalement morose en février. La baisse de fréquentation des rayons fruits et légumes en GMS explique en partie ce manque de dynamisme depuis quelques mois. La baisse du pouvoir d'achat (inflation sur divers produits notamment l'énergie) s'accompagne d'arbitrages réalisés par les consommateurs au détriment des achats de fruits et légumes. Les producteurs et les expéditeurs sont également impactés par la hausse des coûts de production et des emballages.

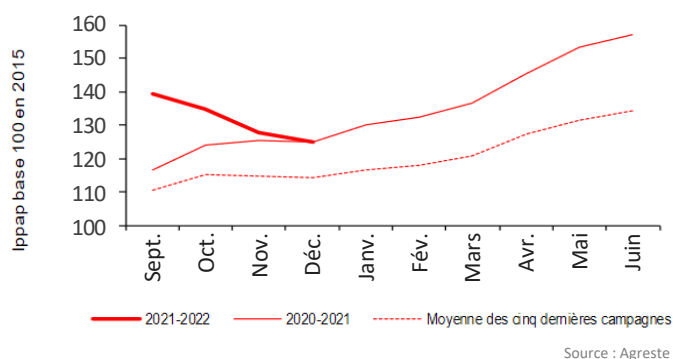
S'agissant des productions, le marché du poireau est lourd et peu dynamique, l'augmentation de l'offre faisant face à une demande en berne. La crise conjoncturelle perdure. Le marché de la carotte subit les mêmes difficultés. En salade, les disponibilités progressent du fait des conditions météorologiques plus favorables, mais la demande peu présente pèse sur les cours.



## Pomme de table : exportations en baisse et ciseau des prix dégradé

Alors que la récolte française a diminué de 10 % en 2021 par suite du gel printanier, le potentiel de production a été peu affecté en Pays de la Loire. Il est équivalent à celui de 2020 et inférieur de 8 % à la moyenne triennale.

Evolution du prix nationale de la pomme



Dans ce contexte d'offre nationale limitée, la campagne a démarré tardivement, avec des prix supérieurs à l'année dernière, mais ils ont fléchi en fin d'année 2021, et rejoint leur niveau de 2020.

En cause dans cette baisse des prix : des calibres plus faibles, une demande ralentie sur le marché intérieur, ainsi que le repli des exportations.

Sur la période d'août à novembre, les volumes exportés vers l'Union européenne se sont réduits de 38 % sur un an et de 46 % par rapport à la moyenne 2016-20, en particulier vers la Belgique et les Pays-Bas, ainsi que vers l'Espagne et l'Allemagne. A destination des Pays tiers, les volumes exportés ont fléchi de 28 % sur un an (seules les Amériques et l'Afrique enregistrent une progression).

Du côté des coûts de production, les producteurs sont confrontés à de fortes hausses: intrants, emballages carton, et prix de l'énergie, ce qui conduit à des coûts de conservation multipliés par deux ou trois.

Dans ce contexte tendu, les producteurs appellent les grossistes et les distributeurs à soutenir la valorisation des pommes françaises, notamment en limitant les promotions trop agressives.

## Conflit Russie – Ukraine : les premières mesures d'urgence annoncées par l'Union européenne et la France

Au plan européen, le Conseil des ministres de l'agriculture de l'Union européenne a décidé le 2 mars, en concertation avec la Commission européenne d'activer plusieurs mesures exceptionnelles :

- Aide au stockage privé pour le secteur de l'élevage et déblocage de la réserve de crise agricole : 497 millions d'euros. Ces mesures seront principalement dédiées aux éleveurs de porcs et de volailles, particulièrement touchés par la hausse du prix de l'alimentation animale.
- Mise en culture dès ce printemps des jachères européennes pour implanter des cultures riches en protéines (Russie et Ukraine sont en effet d'importants fournisseurs de tourteaux à l'Europe)
- Consolidation de la souveraineté alimentaire et mise en veille des objectifs de la stratégie « De la ferme à la table » dans la mesure où elle risque d'induire une baisse de la production agricole.
- Des mesures d'aide alimentaire à destination de l'Ukraine sont également à l'étude. Par ailleurs, l'Union européenne appelle les instances internationales à envisager des mesures en faveur des pays d'Afrique du Nord, fortement dépendants de la région de la mer Noire pour leur approvisionnement en céréales.

En France, le Président a annoncé le 26 février au Salon de l'Agriculture, un plan de résilience pour l'agriculture. L'objectif est de sécuriser les revenus

agricoles ainsi que l'approvisionnement en énergie et en aliments du bétail.

Des aides ont été évoquées par Bruno Le Maire le 3 mars dernier, pour les entreprises fortement consommatrices de gaz (tours de séchage, fabricants de verre pour le vin, etc.). A moyen terme, un travail sera mené pour investir dans l'indépendance énergétique de la France (avec notamment un soutien à la production de biogaz). Des cellules de crise ont également été mises en place pour répondre aux besoins des entreprises françaises qui exportent vers l'Ukraine ou qui y sont implantées.

Les décisions finales, tant en Europe qu'en France, seront précisées après le Conseil européen des ministres de l'agriculture du 21 mars.

*Pour en savoir plus :*

*L'interview de Thierry Pouch (économiste, chef du service études et prospectives de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture à Paris) : [Comment les marchés agricoles sont bouleversés par la guerre en Ukraine ?](#)*

*Note conjoncture Matières Premières Ifip-Idele-Itavi n°1 – le 24 février 2022 : [Crise Russo-Ukrainienne : impacts sur les marchés des matières premières pour les filières animales](#)*





Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
«développement agricole et rural»



## Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 51	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Éliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr
Nicolas ROUAULT	Tél. 02 41 18 60 36	Mail : nicolas.rouault@pl.chambagri.fr